

“Les propositions des économistes communistes concernant de nouveaux critères de gestion des entreprises pour contribuer à sortir de la crise”

JE voudrais soumettre au débat les propositions nouvelles des économistes communistes concernant de nouveaux critères de gestion des entreprises publiques et aussi des entreprises privées pour contribuer à sortir de la crise.

Si ces propositions sont, pensons-nous, rigoureuses et adaptées aux mutations en cours dans notre pays, en même temps elles ne concernent qu'un début d'élaboration et la plus grande partie du terrain reste à défricher : d'où l'importance d'un débat national sur ces questions.

J'évoque dans une première partie **LA NECES-
SITE DE NOUVEAUX
CRITERES DE GES-
TION.**

Nous partons de la crise de structure économique actuelle si profonde et de son analyse théorique fondée sur des matériaux empiriques et statistiques comme ceux élaborés par l'I.N.S.E.E.

Ces études ont révélé notamment la détérioration du rapport valeur ajoutée/capital fixe dans l'économie française (comme d'ailleurs dans les autres pays capitalistes). Ce qui se rattache à ce que nous appelons le gâchis du travail passé accumulé. Elles ont aussi montré les difficultés nouvelles de la productivité apparente du travail vivant, liées à ce que nous appelons sa surexploitation.

Une crise durable de productivité et une crise durable de débouchés (liée à la première, notamment par la recherche de la rentabilité financière hors de la production) : on avait déjà connu cela dans l'entre-deux-guerres.

Mais il convient de souligner l'originalité profonde de la crise de structure actuelle. Cette originalité fait qu'on ne peut simplement amplifier les solutions qui ont prévalu après la deuxième guerre mondiale. A savoir un **certain financement plus ou moins public** de la production et de la



Paul Boccara
responsable de la recherche
à la Section économique
du C.C. du P.C.F.

consommation.

En effet, les **aides et garanties** publiques peuvent désormais encourager massivement les gâchis financiers jusque dans leur dimension internationale. Le gâchis des ressources naturelles et des milliards d'hommes de la planète devient intolérable. Cependant la révolution technologique en cours pousse à un nouveau type de croissance de la productivité : économisant systématiquement sur les dépenses en moyens matériels relativement bien sûr à la production, en développant systématiquement tous les travailleurs en partant de la vie même des hommes et des femmes.

Dans la situation politique actuelle en France,

l'exigence de nouveaux critères de gestion grandit tout particulièrement. En effet, les contradictions s'aiguisent entre, d'une part, les intentions et les efforts d'intervention publique nouvelle en faveur de l'emploi, du pouvoir d'achat, des consommations sociales et de la démocratie économique et, d'autre part, la domination des critères de rentabilité financière aux plans national et international sur la gestion des entreprises privées et publiques, et, par elles, sur l'économie et la société globales. On le voit bien ces jours-ci avec les pressions formidables du C.N.P.F. sur la politique économique nouvelle.

Voyons donc dans une deuxième partie **QUELQUES ELEMENTS SUR LES CRITERES NOUVEAUX** qui sont proposés.

Bien sûr, les **solutions concrètes** doivent correspondre à chaque cas particulier. Il s'agit uniquement ici de **critères d'évaluation synthétique** de diverses solutions concrètes, d'instruments de mesures d'efficacité synthétique poussant aussi à une **efficacité sociale** adaptée aux exigences nouvelles.

Il n'est pas question d'un critère unique mais ►►

de toute une batterie de critères, en cours de développement, et insérés dans une construction plus vaste.

① Voyons dans un premier point le **critère de départ VA/C**.

On peut opposer ce critère de départ au critère analogue du taux de profit (profit en monnaie sur capital en monnaie) qui est en fait la base des critères actuellement dominants :

● **Au numérateur VA** : on cherche à accroître toute la valeur ajoutée et non le profit opposé aux autres éléments, c'est-à-dire à la fois profit plus salaires plus prélèvements obligatoires (sociaux et publics).

Il s'agit donc d'augmenter toute la richesse additionnelle produite effectivement (surtout si on la mesure en francs constants et non en tenant compte des gonflements inflationnistes comme pour le profit).

Bien sûr, il s'agit principalement de la valeur ajoutée **vendue** et il ne s'agit pas d'inciter à faire du stock.

● **Au dénominateur C** : le capital matériel et financier avancé que l'on cherche à minorer **relativement** à la VA produite.

Au contraire, la recherche de l'élévation du profit favorise une **substitution trop coûteuse** des moyens matériels aux travailleurs salariés et le **gâchis des moyens matériels**.

Les moyens matériels peuvent d'ailleurs constituer la base de fortunes privées. En outre, la crise de productivité et de débouchés pousse à une accumulation **financière** croissante au détriment de la production et à la recherche des profits de plus en plus financiers. Inversement les économies en capital permettent d'augmenter la portion de valeur ajoutée disponible pour les salaires et les prélèvements sociaux ou VA disponible pour les travailleurs et la société.

② Voyons donc dans un deuxième point les **questions de la nouvelle productivité et de l'emploi ainsi que les critères de la valeur ajoutée disponible**.

Un nouveau type de croissance de la productivité (par économie des moyens matériels et développement des travailleurs) est incité d'abord par la recherche d'économie de consommations intermédiaires (matières, semi-produits, etc.) et par la recherche d'économie en **capital fixe** relativement à la production. Rappelons de ce point de vue les possibilités énormes de l'informatisation pour ne pas parler des bio-industries.

De façon corrélative, les critères poussent à une amélioration systématique de la qualification des salariés, des conditions de travail, de la recherche-développement.

Nous ne proposons pas seulement d'élever VA/C mais aussi, sur cette base, de faire croître de façon absolue la valeur ajoutée, ce qui pousse à augmenter la production d'emplois efficaces ainsi que la valeur ajoutée disponible.



L'incitation à l'emploi en quantité et en qualité ne signifie pas l'incitation aux gâchis d'emploi. D'abord parce qu'il s'agit de VA vendue et donc compétitive. Ensuite parce qu'il y a aussi incitation systématique à une haute qualification y compris les chercheurs. D'ailleurs la recherche d'économie de consommation intermédiaire et en capital matériel pousse aussi à l'économie d'emploi dans leur production.

Enfin, nous proposons de chercher à élever aussi la VA disponible (disponible sur l'élévation de VA/C) par heure travaillée dans l'entreprise ou mieux encore au niveau régional par rapport à la population (étant donné les normes de temps de travail), avec la recherche d'une valeur ajoutée disponible « supplémentaire » au-delà de celle définie par les taux de salaire et de prélèvement en vigueur (VA disponible « nécessaire »).

③ Voyons enfin rapidement dans un troisième point les **questions du financement**.

Ce sont des questions cruciales sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir dans la discussion.

Le financement et l'équilibre financier sont d'une grande importance. Soulignons cependant que l'équilibre financier dans la structure actuelle et à plus forte raison dans la crise, est dominé par les exigences de la rentabilité financière des patrimoines privés et du système bancaire pesant sur les coûts, ce qui n'est pas du tout fatal.

A partir de la production vendue, une série

de soustractions (en passant par la valeur ajoutée, les prélèvements financiers, les prélèvements de profit non réinvestis dans l'entreprise, etc.) aboutit aux **besoins éventuels de financement extérieur** pour l'investissement et le développement. L'information la plus grande possible sur les différents postes de la soustraction et l'intervention des propositions de tous les travailleurs peuvent contribuer à lutter contre toutes les dépenses matérielles et financières excessives. On peut ainsi chercher à réduire le besoin éventuel de financement extérieur relativement à la VAd qu'il permet et rechercher même à dégager, à partir d'un certain temps, de la VAd supplémentaire.

Quelques mots à peine pour finir dans une troisième partie sur les **PROBLEMES DE L'UTILISATION DE CES NOUVEAUX CRITERES**.

Nous aurons l'occasion d'y revenir sans doute dans la discussion. Je les regroupe dans deux ensembles.

Premier ensemble : **LES NIVEAUX D'INTERVENTION DES CRITERES**, en liaison avec la nouvelle politique économique.

a) Les critères nouveaux peuvent permettre d'évaluer de façon synthétique les divers projets internes aux entreprises, d'abord dans les entreprises nationalisées mais aussi, dans une certaine mesure, dans les entreprises privées. Il s'agit notamment de projets visant à favoriser l'emploi, la qualification, l'investissement productif, la recherche, la reconquête du marché intérieur, une nouvelle coopération internationale. Par exemple, la recherche de **profits** plus élevés peut pousser une entreprise de production à devenir importatrice (ou même un capital à liquider la production pour se consacrer à l'importation) au détriment de la **valeur ajoutée produite**, des richesses additionnelles produites et de l'emploi en France.

b) Les nouveaux critères peuvent intervenir en effet au niveau du crédit nationalisé en utilisant notamment des moyennes de branches afin d'apprécier les améliorations de VA/C et de VAd, pour moduler (abaisser ou non) les taux d'intérêt. Cela nécessite une transformation des conditions de refinancement des banques, pour ne pas dépendre du marché monétaire national et international de tendance spéculative. Soulignons par ailleurs que le crédit des banques utilise de plus en plus l'argent des salariés.

Les nouveaux critères peuvent encore intervenir au niveau de la politique financière (modulation de l'impôt sur le capital, assiette des cotisations de Sécurité sociale, etc.).

c) Ils peuvent être utilisés dans la planification nationale dans les branches, dans la planification régionale, etc., pour apprécier les objectifs de contrats de plan de façon synthétique et cohérente, avec en particulier des évaluations « consolidées »

de VA/C et de VAd notamment au niveau régional.

d) Enfin au plan des relations internationales, ils peuvent favoriser les économies d'importations de marchandises (importations de consommation intermédiaire et de biens d'équipement) et les économies d'exportations de capitaux.

Un deuxième ensemble de questions peut être intitulé : **luttres de classes et nouveaux critères**.

a) Même sous l'application stricte de nouveaux critères, le profit des entreprises est loin d'être supprimé. Il peut être augmenté sensiblement de façon absolue si la valeur ajoutée et donc la VAd augmentent davantage, tandis que cependant l'économie relative de profit dépend tout particulièrement des économies d'accumulation, grâce à de nouvelles conditions financières, technologiques. Bien sûr, les nouveaux critères développent une lutte constructive contre le caractère spéculatif et essentiellement financier des profits, ou encore une lutte contre les prélèvements excessifs des patrimoines privés sur les entreprises.

b) En ce qui concerne les luttes revendicatives, elles ne sont pas du tout supprimées et remplacées par les interventions des travailleurs dans la gestion. Cependant, sans du tout se confondre, les deux types de luttes peuvent se stimuler et s'épauler. La conquête de nouveaux droits et de pouvoirs effectifs d'intervention et d'information des travailleurs dans les entreprises, dans les relations interentreprises au plan de l'économie régionale est décisive.

c) Enfin, les critères se situent dans le cadre d'une économie mixte nouvelle avec une autre dominante que jusqu'à présent (l'aspect public et social). Ils peuvent ainsi s'inscrire dans une construction conflictuelle et évolutive à trois étages pour ainsi dire, celui des critères actuels fondés sur le taux de profit évidemment maintenus, celui de nouveaux critères marchands ou partant des évaluations sur le marché dont j'ai parlé et un troisième étage plus nouveau de calculs directs (de productivité du travail total, de satisfactions, etc.), étages reliés entre eux bien entendu.

En conclusion, je renouvelle l'appel au débat sur des critères nouveaux et pointus. Ceux-ci devraient à la fois être extrêmement audacieux et en même temps très graduels et insérés de façon réaliste dans l'existant pour le transformer. C'est pourquoi j'insiste sur le très grand nombre de questions qui restent à résoudre. Non seulement au plan des mentalités et des pouvoirs avec une véritable révolution culturelle se situant dans une transformation de tendance autogestionnaire, mais encore au plan du développement même des critères pour répondre de façon transformatrice à toute la complexité, la diversité et les interdépendances des problèmes de la pratique. Mais la crise oblige. ■